L’appel de 100 intellectuels, dont Finkielkraut, Tesson et Lévy, contre le « séparatisme islamiste ». (MàJ : Benjamin Griveaux (LREM) juge la tribune «stigmatisante»)

21/03/2018 à 19h05

21/03/2018

Plusieurs personnalités politiques ont réagi à la tribune signée par 100 intellectuels, qui dénoncent la montée en puissance du «totalitarisme islamiste» dans les banlieues françaises.

> *La plus officielle est venue du gouvernement. Son porte-parole, Benjamin Griveaux, a jugé «stigmatisante» la tribune, notamment son usage du terme d’«apartheid» pour qualifier la «ségrégation à l’envers» qui opposerait des «dominés» à des «dominants» supposés.*

S’il a reconnu mardi sur France Inter qu’il y a «des quartiers de la République où le salafisme a pris le pouvoir», l’élu de Paris a tenu à souligner que «la reconquête» ne se faisait pas «dans les tribunes». «Elle se fait avec la police de sécurité du quotidien, elle se fait en dédoublant les classes et en ayant deux fois moins d’élèves dans les quartiers difficiles», a-t-il égrené.

Dans le giron de La République en marche, le député apparenté Manuel Valls a pris le contre-pied de la parole gouvernementale officielle en relayant le texte sur Twitter. D'après l'ancien premier ministre socialiste, «ouvrir les yeux» et «dire les choses» sont «le meilleur service à rendre à la République et aux musulmans de France pour les aider à combattre l'islam politique et l'islamisme». […]

À droite, deux personnalités notoires ont apporté leur soutien aux signataires de la tribune, qui inclut divers historiens, écrivains, journalistes, philosophes et essayistes. Présidente du conseil régional d'Île-de-France, Valérie Pécresse a appelé à «avoir la lucidité de mesurer le danger et la volonté de [s'opposer]» au phénomène décrit dans le texte. Un autre président de région, Xavier Bertrand, a exprimé son approbation, relayant la tribune sur Twitter en y adossant un sobre: «Moi aussi, je signe».

Certains soutiens du texte sont à trouver à l'extrême droite, à l'instar de Jean Messiha, membre du bureau politique du Front national, d'après qui la tribune devrait être diffusée «en masse».